

LEFIL

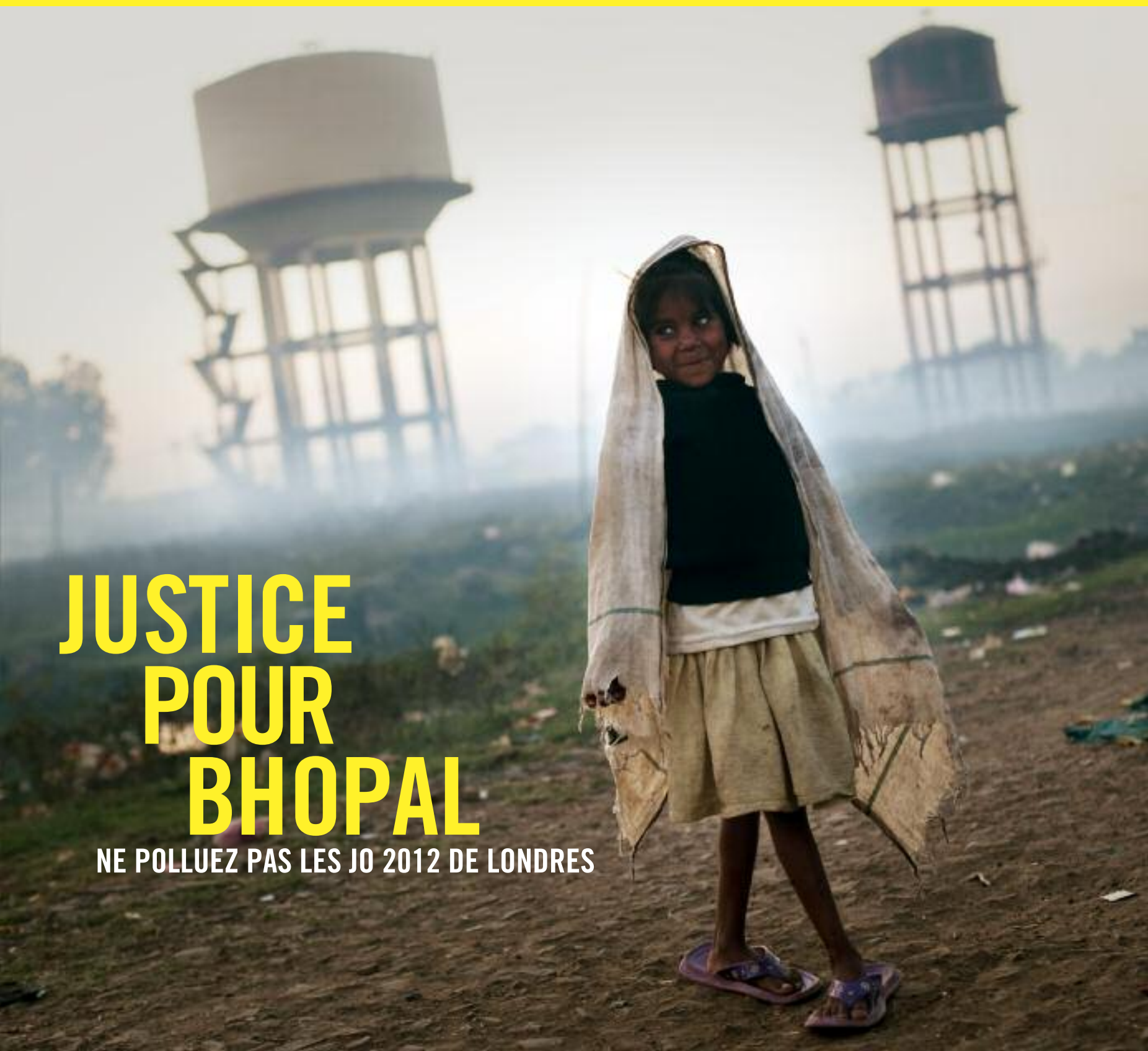
POUR TOUS CEUX QUI PRENNENT LES DROITS HUMAINS À CŒUR
JUILLET/AOÛT 2012 VOLUME 42 N° 004

AMNESTY
INTERNATIONAL



JUSTICE POUR BHOPAL

NE POLLUEZ PAS LES JO 2012 DE LONDRES



SUIVEZ LE FIL



EN COUVERTURE

À Bhopal, un enfant joue près du site de l'usine de Union Carbide où s'est produite la fuite de gaz en 1984. © Keith Bedford



PORTER LA FLAMME

Découvrez les femmes qui continuent de se battre pour obtenir justice à Bhopal, en Inde, et soutenez-les en envoyant notre carte postale et un tweet au comité d'organisation des JO de 2012 à Londres. **PAGE 4**



« NOTRE VIE SANS LUI EST VIDE ET INCOMPLÈTE »

À l'occasion de la Journée internationale des personnes disparues, informez-vous sur le problème des disparitions au Pakistan et signez notre pétition visant à y mettre fin. **PAGE 6**



NOUS N'OUBLIONS PAS

Reportage photo sur le camp de Yida, dans le Soudan du Sud, où des milliers de personnes se sont réfugiées afin d'échapper aux bombes et à la famine. Signez notre pétition et lisez notre dernier rapport. **PAGE 8**



« VOUS ENTENDEZ VOTRE ÂME PLEURER »

Quarante ans après leur placement à l'isolement dans une prison des États-Unis, Albert Woodfox, Herman Wallace et Robert King continuent de lutter pour obtenir justice. Écrivez-leur une lettre et envoyez-leur une carte de soutien. **PAGE 12**



LA VILLE FANTÔME DE TAWARGHA

Le récent conflit en Libye a dressé d'anciens voisins les uns contre les autres, et une ville entière a ainsi été désertée. **PAGE 14**



« JE NE POURRAI JAMAIS ÉCHAPPER À MON PASSÉ »

Né en détention, le seul homme qui ait réussi à s'évader de l'un des sinistres camps pénitentiaires de la Corée du Nord explique les raisons pour lesquelles il a décidé de faire connaître au monde sa douloureuse histoire. **PAGE 16**



10 BOUGIES POUR LA JUSTICE INTERNATIONALE

La Cour pénale internationale célèbre son 10^e anniversaire en juillet. **PAGE 19**

APPELS MONDIAUX

LISEZ, PARTAGEZ, AGISSEZ – VOIR L'ENCART

ET PUIS ENCORE ?

Les dernières nouvelles des campagnes dans **NOTRE ACTUALITÉ (PAGE 2)**, des nouvelles du **MARATHON DES LETTRES (PAGE 20)** et bien d'autres choses encore...

Recevoir LE FIL

LE FIL peut être téléchargé à cette adresse : www.amnesty.org

Les institutions le souhaitant sont invitées à acheter des exemplaires.

Pour six numéros annuels, elles devront payer 35 livres sterling, 54 dollars des États-Unis ou 41 euros.

Les sections d'Amnesty International peuvent acquérir des exemplaires pour leurs membres.

Contactez-nous par courriel wire.subscribe@amnesty.org ou par téléphone : + 44 207 413 5814/5507.

Pour rejoindre Amnesty International rendez-vous sur <http://www.amnesty.org/fr/join>

© Amnesty International Ltd

www.amnesty.org

Index : NWS 21/004/2012

ISSN : 1472-443X

AILRC-FR pour la version française

47, rue de Paradis - 75010 Paris

Imprimé sur papier recyclé

Banbury Litho - Oxon - Royaume-Uni.

Tous droits de reproduction réservés. Cette publication ne peut faire l'objet, en tout ou en partie, d'aucune forme de reproduction, d'archivage ou de transmission, quels que soient les moyens utilisés (électroniques, mécaniques, par photocopie, par enregistrement ou autres), sans l'accord préalable des éditeurs.

WIRE, Editorial and Publishing Programme, Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House, 1 Easton Street London WC1X 0DW, Royaume-Uni

Photo de couverture :
© Keith Bedford



À Port Harcourt, au Nigeria, des militants appellent Shell à admettre ses responsabilités, à les assumer et à nettoyer le delta du Niger (avril 2012).



« PARFOIS NOUS N'AVONS PAS
LE POUVOIR D'EMPÊCHER L'INJUSTICE,
MAIS JAMAIS NOUS NE DEVONS
MANQUER DE PROTESTER. »
ELIE WIESEL

Notre Actualité

Nouvelles des équipes et campagnes régionales d'Amnesty International

Prisonniers d'opinion

Tweetez pour Mikhaïl Khodorkovski

Mikhaïl Khodorkovski, ancien directeur de la compagnie pétrolière russe YUKOS, est t incarcéré en Carélie, dans le Nord de la Russie. Commentateur social connu pour son franc-parler, il s'est aussi fait le chantre d'une société civile forte en Russie. Amnesty International le considère comme un prisonnier d'opinion, ainsi que son associé Platon Lebedev ; elle est convaincue que les poursuites engagées à leur encontre sont motivées par des raisons d'ordre politique.

Envoyez des tweets au président Vladimir Poutine @KremlinRussia pour dénoncer le non-respect des normes d'équité lors du procès de Mikhaïl Khodorkovski et de Platon Lebedev #FreeKhodorkovskyAndLebedev

Au moins

101 pays

ont infligé des actes de torture ou d'autres mauvais traitements en 2011

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Des mots libérés en faveur des droits humains

Plus de 59 000 mots du dictionnaire en ligne d'Amnesty International pour la liberté (*Freedom Dictionary*) ont à ce jour été libérés. Nous avons lancé ce projet pour sensibiliser l'opinion aux violations des droits humains commises au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et à l'importance de la liberté d'expression. Une Libanaise a libéré le mot « inspire » (inspirer), un Irakien a choisi le terme « free-spoken » (franc) et un jeune Tunisien a opté pour « revolutionist » (révolutionnaire).

Libérez le mot de votre choix sur freedomdictionary.org

Afrique

Arrêtons les expulsions forcées en Afrique !

Des milliers de personnes se sont rassemblées pour exiger la fin des expulsions forcées en Afrique au début de cette année, et des foules encore plus nombreuses ont signé notre pétition. Aidez-nous à recueillir le plus grand nombre de signatures possible avant septembre 2012, moment prévu de la remise de la pétition aux gouvernements africains, en participant à l'action et en regardant notre film sur tinyurl.com/end-evictions

Amériques

La police dominicaine doit cesser de violer les droits humains

Onze ans après que la République dominicaine a créé le poste de médiateur pour promouvoir les droits humains et superviser la police du pays, le poste est toujours vacant. De récentes recherches menées par Amnesty ont mis en évidence des violations des droits humains commises par la police dominicaine, notamment des disparitions forcées. Joignez-vous à nous pour demander une réforme de la police et la nomination d'un médiateur disposant de pouvoirs et de moyens suffisants pour promouvoir les droits humains.

Visitez www.amnistiapr.org



Liberté d'expression

Informations sur l'action FaxJam

Des militants du monde entier ont envoyé 4 578 fax pour défendre le prisonnier d'opinion indonésien Johan Teterissa. Il purge une peine de 15 ans d'emprisonnement pour avoir mené une manifestation pacifique en 2007. Après avoir vu à la télévision indonésienne des informations sur notre campagne, Johan a remercié les membres d'Amnesty International de leur mobilisation en sa faveur et pour la protection de la liberté d'expression.

Droits des migrants

Améliorer la sécurité des migrants au Népal

Notre « Caravane des travailleurs migrants » s'est déplacée dans quatre régions du Népal pour susciter une sensibilisation à la situation des travailleurs migrants, exposés à l'exploitation et au travail forcé. Nous avons produit une brochure, « Connaissez vos droits », qui fournit aux migrants des conseils pratiques sur ce qu'ils doivent faire s'ils subissent des atteintes à leurs droits. Nous avons aussi recueilli des signatures sur une pétition demandant une meilleure protection des migrants qui travaillent au Népal.

Europe et Asie centrale

Il est temps que l'Espagne « s'attaque à son sombre passé »

Le juge espagnol Baltasar Garzón a été acquitté à l'issue du procès qui lui était intenté pour avoir enquêté sur les violations des droits humains et les crimes de guerre commis lors de la Guerre civile espagnole et sous le

« J'ai le bonheur de déclarer que la Mongolie est un pays sans peine capitale et d'exprimer ma gratitude sincère pour le soutien qu'Amnesty International nous a apporté dans la réalisation de cet heureux résultat. »

Elbegdorj Tsakhia, président de la Mongolie

© Amnesty International (photo : Ricardo Ramirez Arrida)



Les dangers affrontés par les migrants sont représentés sur le mur du refuge pour migrants de Belén (Posada del Migrante) à Saltillo, dans l'État mexicain de Coahuila. Au Mexique, des migrants continuent d'être tués, enlevés ou recrutés de force par des bandes criminelles. Beaucoup sont victimes de violences sexuelles. Les personnes qui les aident pendant leur voyage subissent des menaces, des agressions et des actes d'intimidation. Amnesty International appelle les autorités à les protéger et à enquêter sur ces crimes.

régime de Francisco Franco. Amnesty International a salué cette nouvelle et a exhorté l'Espagne à « s'attaquer à son sombre passé » en menant une enquête complète sur les exécutions extrajudiciaires, la torture et les disparitions forcées qui ont marqué cette période.

Asie et Pacifique

Fermez le camp de prisonniers de Yodok

Nous avons tenté de remettre 165 500 appels venus du monde entier à l'ambassade de Corée du Nord à Berne (Suisse) le 12 avril. Notre pétition demandait la fermeture du camp de prisonniers de Yodok, où sont incarcérés environ 50 000 détenus politiques. La police et la presse étaient déjà sur place lorsque nos militants sont arrivés à l'ambassade et, même si le représentant nord-coréen a refusé nos pétitions, nous n'avons pas pu passer inaperçus. Rendez-vous page 16 pour lire le récit extraordinaire de Shin Dong-hyuk, évadé du camp de prisonniers.

« Il est dans la nature des gens de vouloir mettre fin au mal et adopter le bien. »

Chen Guangcheng, défenseur chinois des droits humains

Courrier

Vous souhaitez que vos opinions et vos commentaires soient publiés sur cette page ? Adressez un courriel à yourwire@amnesty.org

En première ligne

« Ils savent qu'ils sont sous surveillance »



Abbas Faiz interviewe un détenu politique à Addu, aux Maldives.

La vigilance d'Amnesty International incite les militaires et les policiers des Maldives à y réfléchir à deux fois avant de s'en prendre à des manifestants pacifiques, affirme le chercheur ABBAS FAIZ.

La nouvelle selon laquelle Amnesty International était arrivée aux Maldives s'est répandue rapidement. Une manifestante et

ancienne détenue m'a expliqué combien il était important que nous soyons là : « Maintenant, [les pouvoirs publics] se comportent correctement, a-t-elle affirmé. Ils savent qu'ils sont sous surveillance. »

Ma visite a eu lieu juste après que Mohamed Nasheed, premier président du pays élu démocratiquement, a été contraint de démissionner à la suite d'une mutinerie de l'armée et de la police. Sa démission a provoqué dans la capitale, Malé, et dans d'autres villes, des manifestations pacifiques qui ont été violemment réprimées.

Plus de 10 députés du parti de Nasheed, le Parti démocratique maldivien, m'ont raconté que les policiers et les militaires les avaient frappés sur les jambes, les bras et le dos. Deux députées ont affirmé que ceux qui les rouaient de coups les visaient à la tête. Si des tiers n'avaient pas pris leur défense, elles pensent qu'elles auraient pu mourir. « Ils essayaient de nous tuer », a affirmé l'une d'entre elles.

Depuis Malé, j'ai pris l'avion vers le sud et suis arrivé en 70 minutes à Addu, une ville que le reste du monde peut facilement ignorer. J'y ai rencontré des personnes qui avaient été torturées par des militaires ou des policiers après leur arrestation. J'ai rendu visite à des gens détenus dans les locaux de la police et à d'autres que des militaires avaient agressés lors de rassemblements pacifiques. Tous voulaient raconter leur histoire.

Plus de 20 personnes m'ont parlé des violences que des militaires leur ont infligées lors de manifestations pacifiques. Ils les attrapaient par les cheveux, le cou ou les bras, leur ordonnaient d'ouvrir la bouche et les yeux et leur pulvérisaient du gaz poivre dans la figure. D'après les manifestants, cette pratique était devenue courante parmi les policiers et les militaires.

Certains policiers m'ont toutefois affirmé qu'ils ne voulaient pas s'associer à des violations des droits humains. Lors d'un rassemblement public à Malé, l'un d'entre eux m'a assuré : « Nous faisons plus attention lors des manifestations, maintenant. » Son collègue a souri : « Nous sentons le regard des organisations internationales. »

J'ai écrit ce que j'avais entendu. Plus tard, un défenseur des droits humains m'a dit : « J'ai observé une amélioration significative des méthodes employées par la police pour le contrôle des foules. J'explique cela en partie par la déclaration publiée par Amnesty International. » Ses paroles rejoignent les commentaires positifs que j'ai reçus de nombreux Maldiviens depuis ma visite.

PASSER LE FLAMBEAU

Quel est le lien entre les Jeux olympiques de 2012 à Londres et l'une des pires catastrophes industrielles de l'histoire ? ALOYS LIGAULT et MADHU MALHOTRA ont rencontré les femmes qui sont au premier rang de la lutte pour la justice et un avenir salubre à Bhopal, en Inde.

« Vous êtes là pour la catastrophe ? s'enquiert le conducteur du cyclo-pousse qui nous emmène à notre hôtel. C'est un gros problème pour nous. Beaucoup de gens de ma famille sont tombés malades. Il y a encore beaucoup de gens malades ici. » Nous venons d'arriver à Bhopal, dans les premiers mois de 2012, pour y rencontrer des rescapés de l'énorme fuite de gaz toxique qui s'est produite à l'usine de pesticides Union Carbide.

En l'espace de seulement trois jours, la fuite, qui s'est déclarée le 2 décembre 1984, a tué entre 7 000 et 10 000 hommes, femmes et enfants. Environ 15 000 autres décès sont survenus dans les années qui ont suivi. Cent mille personnes ou plus en ont gardé de graves séquelles, notamment des maladies respiratoires, des lésions neurologiques et des troubles gynécologiques. La catastrophe et ses conséquences ont soulevé des questions fondamentales sur l'éthique et la responsabilité des grandes multinationales.

Près de 28 années plus tard, l'ancienne usine n'a toujours pas été décontaminée. Aucune enquête approfondie n'a été ouverte sur les causes de la fuite et ses répercussions sur la vie de la population locale. Les survivants ne se sont vu proposer ni les soins médicaux dont ils ont besoin, ni aucune indemnisation équitable. Il n'est pas étonnant que la population soit toujours en colère.

Bhopal est récemment revenue dans l'actualité lorsque le comité organisateur des Jeux olympiques de 2012 à Londres a choisi la société Dow Chemical pour fabriquer et créer un écran textile qui ceinture le stade olympique. Dow a racheté Union Carbide Corporation en 2001, mais affirme avec vigueur n'avoir aucun lien avec le sinistre. Lorsque le comité organisateur a soutenu la position de Dow, Meredith

Alexander, membre de la commission d'éthique, a démissionné en signe de protestation, en mars de cette année, déclarant qu'elle ne souhaitait pas devenir « une apologiste de Dow Chemical ».

Amnesty International demande au comité organisateur des Jeux de Londres de retirer ses déclarations démentant tout lien entre la société Dow Chemical et la catastrophe de Bhopal en 1984. Nous engageons également le gouvernement indien et les entreprises concernées à trouver un accord avec les habitants de Bhopal de manière à décontaminer l'ancienne usine Union Carbide, à faire le nécessaire pour qu'ils consomment une eau claire et salubre, à verser des indemnités décentes aux victimes et à obliger les responsables présumés à rendre des comptes.

La vision de la carcasse rouillée de l'ancienne usine Union Carbide à Bhopal est saisissante. Érigée en plein milieu de la ville fourmillante, elle se voit de partout, ou presque. À l'intérieur, on trouve encore un amoncellement de déchets toxiques, à deux pas des quartiers pauvres qui entourent l'usine. Ici, la catastrophe n'est pas qu'un souvenir.

Nous rencontrons Safreen, une étudiante souriante, dans le jardin verdoyant de sa famille, près de l'ancienne usine. Elle n'était pas née lorsque la catastrophe s'est produite, mais celle-ci a toutefois des répercussions sur sa vie. Elle a intégré un groupe de jeunes qui luttent pour les droits des survivants et rêve de devenir médecin pour aider les gens à surmonter les problèmes de santé qui subsistent encore ici.

« Les enfants sont obligés d'arrêter l'école pour travailler parce que leurs parents



Dans le sens des aiguilles d'une montre en partant de la gauche : Safreen (en bleu) ; Rampyari Bai, victime de la catastrophe de Bhopal ; Hazra Bi avec sa petite-fille. Au centre : Peinture murale réalisée à Bhopal par la militante des droits civils Janet Braun-Reinitz, juste en face de l'usine abandonnée de Union Carbide.

En bas : Le stade olympique de Londres, dont le revêtement extérieur en plastique a été conçu par Dow Chemical.

ont été exposés au gaz, explique Safreen. D'autres naissent avec des malformations ou des maladies. Je veux que les enfants de Bhopal respirent de l'air pur, boivent de l'eau propre et soient en bonne santé. Je rêve que Bhopal devienne un lieu où il fait bon vivre et que les entreprises assument leur responsabilité pour toutes ces souffrances. »

Le lendemain, la température est étouffante sur le chemin de Jaiprakash Nagar, un quartier qui s'étend au sud de l'ancienne usine. Au pied du monument érigé à la mémoire des victimes de Bhopal en 1985, nous rencontrons Hazra Bi, militante et rescapée de la catastrophe. Des larmes perlent à ses yeux au moment de nous parler de sa vie.

« Ma vie a basculé après la fuite de gaz, nous confie-t-elle. Mon époux était si gravement atteint qu'il en est mort. Élever quatre enfants seule a été très dur. » Ses enfants et ses petits-enfants sont nés avec des pathologies qu'elle attribue à la fuite de gaz. L'État a versé à sa famille une indemnité trop faible et trop tardive.

« Depuis près de 30 ans, c'est un calvaire physique et mental permanent, avoue Hazra Bi. Mais je n'abandonnerai pas la lutte. Pour les générations futures de Bhopal. »

Un voyage à travers les rues poussiéreuses de la ville nous amène jusqu'à Rampyari Bai, 85 ans, qui n'a pas raté une seule des marches organisées par les rescapés de Bhopal. Dévoilant une ecchymose à la cheville, elle nous

explique que la police l'a frappée lors du dernier rassemblement anniversaire. Dans la pénombre de son petit appartement éclairé d'un néon même au cœur de l'après-midi, nous devons parler fort pour nous faire entendre. Mais sa combativité est demeurée intacte. D'une voix forte et assurée, elle nous raconte combien il a été difficile d'obtenir ne serait-ce qu'une maigre indemnité et des soins élémentaires.

« Je me battraï pour nos droits et pour la justice jusqu'à mon dernier souffle, de sorte qu'il n'y ait pas d'autre Bhopal dans ce monde, martèle-t-elle. Il est grand temps que Dow assume ses responsabilités pour 30 années de souffrance. L'indemnité que j'ai touchée est un affront et une humiliation. Je veux que la prochaine génération ait une vie heureuse. »

Ces quelques femmes, parmi d'autres, sont en première ligne dans la lutte de Bhopal pour des indemnités décentes, pour la décontamination de l'ancien site d'Union Carbide, pour une amélioration des soins et pour l'accès à l'information sur les événements de 1984. Le quartier général des rescapés est le centre médical de Sambhavna, qui propose des soins gratuits financés par l'association Bhopal Medical Appeal, basée au Royaume-Uni. Ce lieu paisible entouré de routes poussiéreuses symbolise l'énergie et l'espoir des militants face à l'oubli. Sathya Sarangi et Rashna Dingra, deux militants de premier plan, nous confirment l'impression très forte que nous laisse la visite : le fatalisme n'a pas sa place ici. Les gens de Bhopal savent qu'ils ont été les victimes d'une terrible injustice et continueront à brandir le flambeau de leurs droits.

Montrez au monde que les multinationales sont dans l'obligation de respecter les droits humains. Elles ne peuvent pas se contenter de quitter le lieu du sinistre, comme à Bhopal. Comme le résume Hazra Bi : « J'espère que les gens du monde entier tireront les enseignements de notre lutte et de notre histoire et soutiendront ce combat pacifique de tous les jours en faveur de la justice et de la dignité. »

AGISSEZ

Signez notre carte postale et envoyez-la à Sebastian Coe, président du comité d'organisation des Jeux de 2012 à Londres (voir l'encart). Et envoyez le tweet suivant : @sebcoe, arrêtez de défendre Dow Chemical - ne polluez pas #London2012 de son héritage toxique, et @London2012, arrêtez de défendre les excuses de Dow pour la catastrophe de Bhopal — #DontDowIt #amnesty #justiceforBhopal

« NOTRE VIE SANS LUI EST VIDE ET INCOMPLÈTE »

VAGUE DE DISPARITIONS AU PAKISTAN

Fils, époux, frères, pères de famille, ils sont des centaines – voire des milliers – à avoir « disparu » depuis que le Pakistan est devenu un allié essentiel des États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme ». Beaucoup se trouvaient simplement au mauvais endroit au mauvais moment. Privés de contact avec le monde extérieur, ils sont souvent torturés et détenus pendant des années dans des prisons secrètes, sans la moindre protection juridique. Certains ne reviendront jamais.

Souvent, ceux qui sont enlevés, placés en détention secrète ou tués par des agents de l'État sont des militants politiques sindhis ou baloutches qui cherchent à accroître l'autonomie de ces groupes ethniques ou à les séparer complètement du Pakistan, ou des membres de la communauté pachtoune du nord-ouest du pays, où règne un climat insurrectionnel.

Une disparition forcée fait de nombreuses victimes, au-delà du disparu lui-même. Les familles sont contraintes de vivre dans l'ignorance de ce qu'il est advenu de leur proche et sans voir les responsables présumés traduits en justice. À l'occasion de la Journée internationale des disparus, le 30 août, voici quelques-unes de leurs histoires.



Shams un Nissa, mère d'Atiq-ur Rehman.

ATIQU-UR REHMAN

« Notre vie sans lui est vide et incomplète, je ne sais pas comment nous arrivons à survivre sans lui. »

Shams un Nissa au sujet de son fils, Atiq-ur Rehman

Atiq-ur Rehman, un scientifique de 29 ans employé à la Commission pakistanaise à l'énergie atomique, a disparu le jour de son mariage, le 25 juin 2004. Des témoins disent qu'il s'est rendu au marché d'Abbotabad, dans la province de la Frontière du Nord-Ouest, pour y faire des achats de nourriture, et qu'il n'est jamais revenu. La police a prétendu qu'il était détenu par un service de renseignements et refusé d'enregistrer la plainte de sa famille. Bien que la Cour suprême ait consacré une audience à cette affaire en 2007, son sort et son lieu de détention demeurent inconnus à ce jour.

© Amnesty International



Le militant politique Shams Baloch.

SHAMS BALOCH

« Il venait en aide à 10 familles pauvres en plus de la sienne. Aujourd'hui, la survie de toutes ces familles est menacée. L'éducation, la santé et la vie quotidienne de leurs enfants en ont beaucoup pâti. »

Un proche de Shams Baloch

Shams Baloch a été enlevé le 1^{er} juillet 2010 alors qu'il se rendait en ambulance à un hôpital de Quetta, capitale de la province du Baloutchistan, en compagnie de sa mère de 80 ans. Ancien responsable de l'administration locale, il est également membre d'une organisation politique, le Front national du Baloutchistan.

La police et les fonctionnaires des services de renseignement ont confirmé que Shams Baloch avait été arrêté à un poste de contrôle tenu par des paramilitaires du Frontier Corps. Des hommes non identifiés en civil ont intercepté sa voiture, l'ont traîné par terre et l'ont battu devant sa famille avant de l'emmener. Les soldats du poste de contrôle ne sont pas intervenus. Pour l'heure, la Commission d'enquête sur les disparitions forcées du Pakistan et la haute cour du Baloutchistan n'ont pas retrouvé sa trace.

© DR



Amina Masood Janjua avec une photo de son mari, Masood Janjua.



Mohammad et Arifa Idrees, avec une photo de leur fils, Mansoor Mehdi.



La mère de Muzaffar Bhutto tient le portrait de ce dernier lors d'une manifestation, en 2012.

MASOOD JANJUA ET FAISAL FARAZ

« On ne s'en remettra jamais. »

Amina Masood Janjua, épouse de Masood Ahmed Janjua

« Je ne veux rien – pas d'argent, pas de dollars, rien du tout – juste mon fils. »

Zenab Khartoum, mère de Faisal Faraz

Masood Ahmed Janjua, un homme d'affaires de Rawalpindi, a « disparu » le 30 juillet 2005. Il se rendait en bus à Peshawar en compagnie de Faisal Faraz, un ingénieur de 25 ans originaire de Lahore. Lorsque les juges de la Cour suprême du Pakistan ont commencé leurs audiences sur le cas de Masood Janjua, en octobre 2006, plusieurs personnes ont déclaré avoir vu les deux hommes au moment de leur arrestation. En dépit de nouvelles investigations, les représentants de l'État nient toujours avoir connaissance de leur sort.

Amina Masood Janjua continue à se battre pour que son époux soit libéré. Elle a fondé Défense des droits humains, une association qui vient en aide aux familles des personnes disparues au Pakistan.



Zenab Khartoum, mère de Faisal Faraz.

LE DOCTEUR ABID SHARIF ET MANSOOR MEHDI

« Mon fils unique n'a jamais rencontré son père, il ne le voit qu'en photo. »

Zahida Sharif, épouse du docteur Abid Sharif

« J'ai perdu ce que j'avais de plus cher. »

Mohammad Idrees, père de Mansoor Mehdi

Le docteur Abid Sharif et son assistant, Mansoor Mehdi, ont disparu le 16 septembre 2005. Abid Sharif a dit à son épouse enceinte qu'ils allaient dispenser des soins gratuits dans un camp de Peshawar pendant quatre jours. Ne les voyant pas revenir, leurs proches ont demandé à la police de mener une enquête, car ils pensaient que les services de renseignement pakistanais étaient impliqués dans leur disparition. La police a refusé. Le cas n'ayant pas été enregistré par les autorités, la famille s'est entendu dire qu'elle n'était pas éligible à bénéficier d'une aide judiciaire.

Selon la famille d'Abid Sharif, il est possible qu'il ait été enlevé en raison de ses déclarations critiques à l'égard de Pervez Musharraf, qui était alors président du Pakistan et chef de l'armée.

MUZAFFAR BHUTTO

« Mes enfants pleurent et me demandent quand il reviendra. »

Saima Bhutto, épouse de Muzaffar Bhutto

Muzaffar Bhutto a été enlevé pour la deuxième fois le 25 février 2011, sans doute par des agents des services de renseignement et des policiers en civil. Il est secrétaire général du Front unifié pour que vive le Sind, un parti politique nationaliste prônant une plus grande autonomie de la province du Sind.

Il circulait en voiture avec son épouse et son jeune frère à Hyderabad, dans la province du Sind, lorsqu'ils ont été arrêtés par une vingtaine d'hommes en civil. Les hommes sont descendus de voitures banalisées et ont emmené Muzaffar Bhutto sous la menace de leurs armes.

Il se remettait d'une opération qui faisait suite à des lésions subies la première fois qu'il avait été détenu et, semble-t-il, torturé, entre les mois d'octobre 2005 et novembre 2006. La police a déclaré, à l'époque, qu'il avait été inculpé d'activités à caractère terroriste. Après avoir été jugé par un tribunal antiterroriste, il avait été relâché le 5 janvier 2009.

En mai 2012, Muzaffar Bhutto a été retrouvé mort, comme tant de disparus au Pakistan. Amnesty International demande aujourd'hui qu'une enquête soit menée sur son enlèvement et l'assassinat politique dont il a peut-être fait l'objet.

AGISSEZ

Soutenez les proches des disparus dans leur quête de justice en signant notre pétition visant à mettre fin aux disparitions au Pakistan et à obliger les responsables présumés à rendre des comptes. Rendez-vous à l'adresse tinyurl.com/pakistan-petition

NOUS N'OUBLIONS PAS

Une crise des droits humains qui ne cesse de s'aggraver risque de sombrer dans l'oubli. **ALEX NEVE**, d'Amnesty International Canada, nous écrit depuis un camp de réfugiés isolé, proche de la frontière entre le Soudan du Sud et le Soudan, avec la chercheuse **KHAIRUNISSA DHALA**.

Lorsque le Soudan du Sud a été créé, en juillet 2011, ce territoire venait de conclure avec le Soudan une paix extrêmement fragile. Pendant des décennies, le pouvoir avait été exercé par des gouvernements militaires venus du nord et des groupes armés dans le sud. D'énormes obstacles se dressaient sur le chemin des droits humains. Nous nous sommes rendus aux confins septentrionaux du Soudan du Sud, le long de la frontière avec le Soudan, pour rencontrer des milliers de personnes qui subissent de plein fouet ces difficultés, coincées dans un camp de réfugiés étouffant et surpeuplé, à proximité d'une frontière contestée par deux gouvernements désireux de faire main basse sur des champs pétrolifères lucratifs.

En juin 2011, un groupe armé d'opposition, l'Armée populaire de libération du Soudan-Nord (APLS-Nord), a lancé une offensive contre les forces armées soudanaises dans les États du Kordofan du Sud et du Nil Bleu, au Soudan. L'armée ayant réagi, il s'en est suivi une vague d'attaques incessantes et une crise humanitaire.

Les vieux avions Antonov des forces armées soudanaises larguent des bombes non guidées, tuant ou blessant des quantités indéterminées de civils et empêchant les agriculteurs de travailler la terre. Comme le gouvernement soudanais s'oppose à l'acheminement de l'aide alimentaire internationale vers le Kordofan du Sud et le Nil Bleu, la famine a commencé à sévir. Affamées et bombardées, plus de 500 000 personnes ont dû quitter leur foyer, et plus de 100 000 se sont réfugiées dans des zones isolées du Soudan du Sud.

Nous avons visité le camp de réfugiés de Yida, à quelques kilomètres de la frontière avec l'État soudanais du Kordofan du Sud. Il abritait déjà plus de 20 000 réfugiés, et environ 400 personnes y arrivaient chaque jour à la période où nous y étions, en avril. Lorsque de fortes pluies ont coupé Yida du reste du monde, en mai, le nombre de réfugiés vivant dans le camp approchait certainement des 30 000.

L'histoire de Halima Ahmed, 18 ans, reflète pleinement l'ampleur de la crise. Elle s'est réfugiée à Yida en août dernier, son établissement scolaire ayant dû fermer à cause des combats. Elle est arrivée seule et a retrouvé des centaines d'autres jeunes dans la même situation, qui espéraient tous poursuivre leur scolarité. Il s'est avéré difficile de vivre dans le camp, et encore plus d'y suivre des études.

Les agences des Nations unies souhaitent que les réfugiés se déplacent vers d'autres camps, situés plus loin de la frontière et donc plus sûrs, et n'ont de ce fait ni construit, ni financé d'écoles à Yida. Plus de 6 000 élèves ont recours à 135 enseignants

bénévoles ; le papier et les manuels scolaires sont presque inexistants.

Halima et d'autres jeunes filles isolées dorment dans des abris surpeuplés et sans surveillance. La nuit, souvent, des hommes les harcèlent ou les attaquent. « En général, il suffit de crier, et quelqu'un vient vite à votre secours », explique Halima.

En mars, Halima est retournée dans son village du Kordofan du Sud. Elle a appris que son frère, âgé de neuf ans, avait été tué lors d'un bombardement aérien. Puis les avions Antonov sont revenus. Un fragment de bombe a tranché la gorge de sa petite sœur de trois ans, qui est morte sur le coup. Lorsqu'elle a pu le faire sans courir de risque, Halima est repartie à Yida. Maintenant, elle ne se sent plus en sécurité nulle part, mais l'espoir d'apprendre la fait tenir. Elle veut terminer ses études secondaires et aller à l'université pour devenir médecin et aider les autres.

Il a beaucoup été question de guerre pendant que nous étions à Yida. Les forces armées du Soudan du Sud avaient occupé un champ pétrolifère le long de la frontière contestée avec le Soudan, et ce pays effectuait des raids de bombardiers Antonov et d'avions de chasse MiG de plus en plus loin dans le Soudan du Sud. Ces événements ont suscité l'attention sur le plan international. Je me suis dit alors qu'Halima et des milliers d'autres auraient bien eu besoin de cette attention quelques mois auparavant.

Isaac Malik, un homme proche de la quarantaine originaire du Kordofan du Sud, qui n'était à Yida que depuis quelques semaines, nous a servi d'interprète. Dans un climat favorable aux discours bellicistes, il craint que lui et les siens « ne tombent dans l'oubli ». Je lui ai assuré qu'il n'en serait rien. Amnesty International ne peut certes pas arrêter la pluie, ni construire des écoles ou éloigner les Antonov.

Mais nous pouvons et nous allons faire tout ce qui est possible pour veiller à ce que cette crise ne sombre pas dans l'oubli, lui ai-je affirmé. Nous allons exiger l'arrêt des attaques menées sans discrimination. Nous allons insister pour que le gouvernement soudanais autorise le passage sans entrave de l'aide humanitaire vers les États du Kordofan du Sud et du Nil Bleu. Enfin, nous allons faire pression pour que les réfugiés bénéficient d'une meilleure protection dans le Soudan du Sud. Nous n'allons pas oublier.

AGISSEZ

Signez notre pétition destinée à faire pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il protège les civils du Soudan à l'adresse : tinyurl.com/UN-Sudan-petition

Lisez notre nouveau rapport, "Nous pouvons fuir les bombes, mais pas la faim", ici : tinyurl.com/cant-run-from-hunger



Ci-dessus : Une dispute éclate au point d'eau.

Les femmes et les enfants doivent souvent faire jusqu'à dix heures de queue par 45° C pour remplir un jerrican d'eau. Comme il y a peu de sources d'eau et des milliers de réfugiés, les tensions peuvent devenir très vives.

Ci-dessous : À Yida, des réfugiés dorment dehors.

En avril, des centaines de personnes arrivaient chaque jour dans le camp surpeuplé, généralement sans rien d'autre que les vêtements qu'ils avaient sur eux et ce qu'ils pouvaient porter.





Ci-dessus : Halima Ahmed, 18 ans, est arrivée seule dans le camp après le bombardement de son village au Soudan. Elle vit avec d'autres filles et jeunes femmes dans des abris de fortune où elles ne sont pas en sécurité. Elles sont particulièrement exposées aux agressions des hommes. En cas de problème, crier est leur seule défense.

Ci-dessous : Alex Neve et son interprète, Isaac Malik, s'adressant à Abil Abdallah, 15 ans (au centre). Abil a marché pendant quatre jours pour atteindre Yida après l'attaque de son village par les militaires. Tout le monde est parti en courant dans tous les sens, explique-t-il, et il ignore toujours ce qu'est devenue sa famille.



À droite : Un petit garçon guide une femme aveugle – personne vulnérable parmi tant d'autres à Yida – à travers le marché principal du camp.





À gauche : Un homme puise de l'eau dans une flaque. Comme il n'y a pas suffisamment d'eau salubre, les réfugiés boivent de l'eau sale pour survivre, ce qui a provoqué des épidémies à transmission hydrique et des maladies graves, y compris la diarrhée chez les enfants.

Ci-dessous : Rien d'autre à faire qu'attendre : des adolescents se protègent du soleil dans l'un des rares bâtiments en dur de Pariang, un camp de transit pour réfugiés situé à une heure de Yida. Beaucoup de parents ont envoyé leurs enfants de l'autre côté de la frontière avec le Soudan du Sud dans l'espoir qu'ils puissent aller à l'école. Or, les enseignants comme les livres font cruellement défaut.





Ci-dessus : Des femmes montent la garde dans un entrepôt alimentaire à Yida.

À gauche : Des hommes chargent leur téléphone portable sur le marché principal de Yida la nuit tombée. Pour ceux qui sont bloqués dans cette région désolée et reculée du Soudan du Sud, les téléphones sont un outil vital pour rester en contact avec leurs proches et se tenir au courant des dernières nouvelles au sujet des combats entre les deux pays voisins.

© Pete Muller pour toutes les photos sauf indication contraire.

« VOUS ENTENDEZ VOTRE ÂME PLEURER » JUSTICE POUR LES « TROIS D'ANGOLA »

**« VOUS ENTENDEZ VOTRE ÂME PLEURER...
OÙ QUE VOUS ALLIEZ, VOUS ÊTES LIGOTÉ,
VOUS ÊTES ENCHAÎNÉ, VOUS ÊTES DANS
UNE CELLULE DE DEUX MÈTRES SUR TROIS. »**

Robert King, 17 avril 2012

Voilà 40 ans, trois jeunes Noirs – Albert Woodfox, Herman Wallace et Robert King – ont été placés à l'isolement cellulaire dans le pénitencier de l'État de Louisiane, surnommé « Angola », aux États-Unis. Couramment appelés les « Trois d'Angola », ces hommes ont été rapprochés par leur résistance face à la dureté des conditions de détention. Ils ont fondé dans la prison une section du parti des Black Panthers en 1971, avant d'être placés à l'isolement. Ils ont fait campagne pour que les détenus soient mieux traités et connaissent de meilleures conditions carcérales, pour la solidarité entre détenus noirs et blancs, et pour mettre fin au viol et à l'esclavage sexuel, monnaie courante à Angola.

Robert King a été libéré en 2001, mais Albert Woodfox, aujourd'hui âgé de 65 ans, et Herman Wallace, 70 ans, sont toujours détenus à l'isolement, et aujourd'hui dans deux prisons louisianaises distinctes. Ils passent 23 heures par jour dans une petite cellule, seuls. Lorsqu'ils étaient à Angola, ces hommes communiquaient par l'intermédiaire d'autres prisonniers, au moyen de petits mots ou tout simplement en échangeant des cris, quand ils le pouvaient.

Le 17 avril 2012, 40 ans jour pour jour après le placement à l'isolement des Trois d'Angola, le gouverneur de Louisiane s'est vu remettre une pétition signée par plus de 67 000 personnes de plus de 125 pays réclamant que soit mis fin au régime d'isolement cellulaire d'Albert Woodfox et Herman Wallace. Le combat pour leur libération se poursuit.

Albert Woodfox, Herman Wallace et Robert King expliquent ici comment ils survivent à l'isolement et poursuivent leur lutte pour la justice. Veuillez écrire à Albert Woodfox et Herman Wallace pour leur exprimer votre soutien. Et rejoignez la campagne visant à mettre fin au régime d'isolement cellulaire des deux hommes en signant et en envoyant la carte postale jointe à ce numéro du Fil.



© Nicola Krebill (<http://n.krebill.org>)

« JE SAIS QUE LA PRESSION DE L'OPINION EST EFFICACE »

Robert King

Je sais que la pression de l'opinion est efficace et que la position du public compte. J'ai vu ces forces à l'œuvre dans les tribunaux. J'ai vu qu'elles pouvaient faire pencher la balance, au moment décisif, pour ceux qui prononcent un jugement, une condamnation, une peine. Je les ai vues aussi à l'œuvre dans les médias, lorsqu'ils se font l'écho d'histoires qui doivent être racontées. Les autorités doivent savoir que les gens les ont à l'œil et qu'elles sont responsables de leurs actes devant nous, le peuple.

Depuis plus de 11 ans, depuis ma libération en 2001 après 31 années passées au pénitencier d'Angola (dont 29 à l'isolement cellulaire), je fais campagne pour que justice soit rendue à Herman et Albert et contre un système judiciaire cruel et immoral qui torture et incarcère à tort des milliers de personnes. J'ai voyagé dans plus de 40 pays et parlé à des milliers de jeunes, à des étudiants, à des responsables politiques, à des ONG, à des avocats et à des gens qui luttent pour la justice sociale. J'ai fait l'expérience de la torture illégale et inhumaine que subissent Herman et Albert sur le sol américain, et je continuerai à dénoncer l'injustice partout où elle se manifestera.

Robert King lors d'une manifestation organisée par Amnesty International pour marquer les 40 ans de détention à l'isolement d'Herman Wallace et d'Albert Woodfox, le 17 avril 2012.

Mardi 17 avril, sur les marches du Capitole de l'État de Louisiane, à Baton Rouge, j'ai ressenti la puissance du peuple, de tous ces gens qui ont soutenu les Trois d'Angola au fil des ans. Nous avons remis au gouverneur Jindal une pétition portant plus de 65 000 signatures, réclamant que soit immédiatement mis fin au régime d'isolement cellulaire de Herman et Albert.

On ne pouvait pas nous ignorer – les médias étaient là, et les associations étaient avec nous pour nous soutenir. Amnesty a marqué la journée de sa présence. Pour moi, c'était une journée douce-amère, amère en raison de la profonde tristesse qui l'accompagnait, mais douce si l'on songeait qu'elle était le point d'orgue de tant d'années d'efforts et de luttes. Le vent tourne et l'heure du changement a sonné. Nous avons le vent dans le dos et nous devons continuer à avancer...

Le combat pour la justice est sans fin... le combat pour libérer Herman, Albert et tous les prisonniers politiques continue.

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE. KING.

« C'EST LA DOULEUR QUI ME PERMET DE SAVOIR QUE JE SUIS EN VIE. »

Albert Woodfox (photo de droite)

À l'heure où nous commémorons notre 40^e année de détention dans une cellule 23 heures par jour, je voudrais dire quelques mots sur la vie à l'isolement.

Je ne suis autorisé à sortir de mon univers de deux mètres sur trois que pour une heure d'exercice. C'est mon lot quotidien depuis 40 ans. Aucun mot ne peut décrire la douleur et la souffrance que j'éprouve.

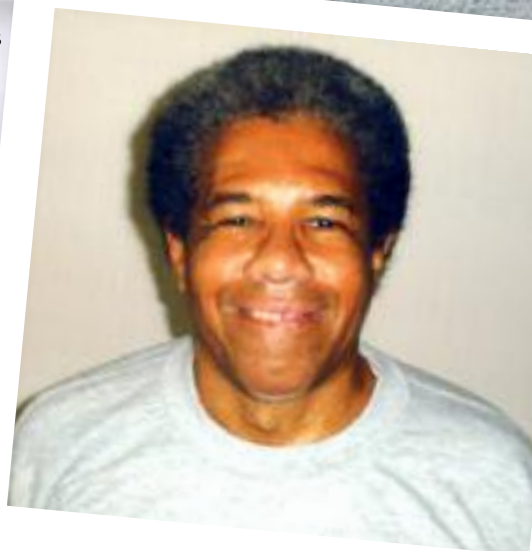
En toute franchise, je ne connais pas l'étendue des dégâts causés par ce traitement, mais je sais que c'est la douleur qui me permet de savoir que je suis en vie. Si je m'attardais sur la souffrance endurée et que je me mettais à penser aux conséquences de ces 40 années passées dans une cage, 23 heures par jour, la folie tiendrait la victoire qu'elle cherche depuis 40 ans.

Je n'ai pas de mots pour exprimer les années de torture mentale, affective et physique que j'ai subies. Je vous demande de vous imaginer un instant au bord du néant, face au vide – c'est à devenir fou ! Se battre pour l'humanité ! Tout en étant poussé vers l'abîme par les vents de la cruauté humaine, sans voir le bord !

Des hommes et des femmes du monde entier se sont joints à l'appel pour que justice soit rendue aux Trois d'Angola. Je suis honoré et touché qu'Amnesty International se soit associée à cet appel. Pour les Trois d'Angola, pour toutes les personnes emprisonnées aux États-Unis et dans le monde entier en raison de leurs opinions, de leurs actes ou de leurs convictions politiques !

Je tiens donc bon, trouvant chaque jour la force de me battre pour la vie. Liberté pour les Trois d'Angola. Le pouvoir au peuple.

ALBERT « SHAKA CINQUE » WOODFOX



© www.Angola3.org

ALBERT WOODFOX

#72148
David Wade Correctional Center,
N1A3 670 Bell Hill Rd
Homer, Louisiana 71040,
États-Unis

HERMAN WALLACE

#76759
Elayn Hunt Correctional Center,
CCR-D-#11
PO Box 174 St. Gabriel
Louisiana 70776,
États-Unis

« POUR SURVIVRE À L'ISOLEMENT, IL FAUT AVOIR ASSEZ DE VOLONTÉ POUR SUPPORTER CES TORTURES INFLIGÉES AVEC L'ASSENTIMENT DE L'ÉTAT. »

Herman Wallace (photo de gauche)

Voilà exactement 40 ans aujourd'hui... le 17 avril, cela fera 40 ans que nous aurons été incarcérés à l'isolement. Rien n'a changé pour Albert et moi, ni pour les centaines de milliers de détenus des prisons américaines.

Mais cela n'importe pas aux politiciens qui donnent des leçons de droits humains au reste du monde, ni aux directeurs non élus des prisons américaines, qui nous obligent à rester dans des cellules de deux mètres sur trois 23 heures par jour, alors que nous avons été condamnés sans preuve pour un crime dont nous sommes en réalité innocents.

Survivre à l'isolement cellulaire, c'est survivre à la menace quotidienne de violences sadiques, à la destruction de vos effets personnels, à l'enfermement dans un cachot ou au transfert dans une unité psychiatrique où les hommes hurlent, jurent et se jettent des excréments à la figure. Pour survivre à l'isolement, il faut avoir assez de volonté pour supporter ces tortures infligées avec l'assentiment de l'État. Les juges de l'État comme les juges fédéraux connaissent l'existence de ces salles de torture illégales, et pourtant les tolèrent.

Votre condamnation morale et l'action que vous accomplissez en signant la pétition d'Amnesty pèsent lourd dans la balance. Il nous faut envoyer un message clair aux autorités en leur disant qu'il n'est pas acceptable de nous maintenir ainsi à l'isolement cellulaire depuis 40 ans. Nous souhaitons vous remercier, Amnesty International et vous, pour tout ce que vous faites, et vous demander de nous rejoindre dans notre lutte pour la justice, qui dure depuis quatre décennies.

JE M'APPELLE HERMAN WALLACE.



© www.Angola3.org

LA VILLE FANTÔME DE TAWARGHA

Dans le nord-ouest de la Libye, une ville déserte est devenue le triste symbole du devenir possible d'une société après un conflit, quand des voisins de toujours sont montés les uns contre les autres. La chercheuse **DIANA ELTAHAWY** dresse un état des lieux.

Je me suis rendue à Misratah, troisième ville de Libye, au plus fort du conflit armé qui a sévi récemment en Libye, pour rassembler des informations sur des crimes de guerre et autres violations graves des droits humains. Les forces de Mouammar Kadhafi livraient alors un assaut militaire d'une grande violence. Les habitants désemparés accusaient les Tawarghas, communauté noire libyenne installée dans une ville servant de base aux forces de Kadhafi, à une quarantaine de kilomètres, du pilonnage incessant de Misratah.

Ils accusaient également les Tawarghas de la disparition de centaines d'hommes de Misratah et d'avoir violé des femmes.

Des responsables locaux m'ont expliqué qu'à Tawargha, tout le monde avait rejoint les forces de Kadhafi ou leur était fidèle. Personne ne savait alors à quel point ces affirmations reviendraient hanter les Tawarghas.

Quelques mois plus tard, le siège de Misratah était terminé. Des milices de la ville ont commencé à attaquer Tawargha à l'aide d'armes puissantes, telles que des roquettes Grad, forçant la plupart de ses 30 000 habitants à fuir. Les miliciens, qui tiraient sur des personnes tentant de s'échapper, ont fait des morts et des blessés. Les habitants restés sur place ont été arrêtés ou ont reçu l'ordre de partir.

Lorsque je suis allée à Tawargha en septembre 2011, la ville avait été désertée, son nom rayé des panneaux, des maisons incendiées. Des personnes chargeaient un camion de matelas et d'autres biens pillés. Alors que nous faisons un tour à pied, nous avons entendu de jeunes combattants anti-Kadhafi de Misratah qui utilisaient des maisons de Tawargha comme stands de tir.

La ville était complètement inhabitable quand j'y suis retournée, en février 2012. Les routes étaient bloquées par des monceaux de sable. De la fumée semblait indiquer des incendies criminels récents. Un responsable nous a expliqué que les milices saccageaient et incendiaient des bâtiments chaque fois qu'une rumeur indiquait que des Tawarghas pourraient revenir chez eux, jurant que cela n'arriverait jamais.

Aujourd'hui, les Tawarghas sont dispersés dans toute la Libye. Beaucoup se trouvent dans des camps de fortune pour personnes déplacées, à Tripoli ou à Benghazi. Des miliciens de Misratah ont effectué des descentes dans ces camps, obligeant des hommes à partir avec eux. En février, ils ont abattu deux personnes dans un camp de personnes déplacées de Tripoli. Ce même jour, lorsque les Tawarghas ont protesté, cinq autres personnes ont été tuées, dont trois enfants.

Des centaines d'hommes ont été arrêtés et torturés à Misratah. Plusieurs sont morts. D'autres, ne supportant plus la torture, ont « avoué » avoir commis des meurtres et des viols. Aucune des personnes arrêtées n'a été inculpée en bonne et due forme ni n'a pu consulter un avocat.

« Nous avons tellement peur, quand ils sont emmenés à Misratah, m'a dit une personne proche d'un Tawargha. Les mauvaises nouvelles deviennent insupportables. On n'est en sécurité nulle part,

Dans le sens des aiguilles d'une montre en partant de la gauche :
Un jeune garçon de Tawargha transporte de l'eau dans un camp pour personnes déplacées, à Benghazi (janvier 2012) ; chars de combat à Tawargha (septembre 2011) ; immeuble en feu à Tawargha après l'attaque par des milices de Misratah (décembre 2011).

on ne peut pas sortir de chez soi, nous sommes pris au piège. Si nous sortons, nous pouvons nous aussi être arrêtés. »

Les attaques semblent avoir des accents racistes. Un Tawargha détenu par des milices à Misratah nous a affirmé : « Ceux qui nous ont arrêtés nous ont traités d'« esclaves » et nous ont dit de retourner en Afrique parce qu'il n'y avait pas de place pour nous dans la Libye nouvelle. » Des commentaires publiés dans les journaux locaux de Misratah, à la télévision et sur les réseaux sociaux se sont montrés haineux et discriminatoires à l'égard de la communauté.

Au mieux, les autorités locales de Misratah ferment les yeux sur ces violences. Au pire, elles en sont complices. Elles ont souvent affirmé que des « solutions alternatives » sont nécessaires pour les Tawarghas et qu'aucune force ne peut garantir leur sécurité s'ils retournent chez eux. Jusqu'à présent, le gouvernement central n'a enquêté sur aucune des accusations d'atteintes aux droits humains et n'a pas aidé ces personnes à rentrer chez elles.

Cette histoire est celle d'une vengeance et d'un châtiment collectif, infligés pour les crimes présumés de quelques-uns. Amnesty International a lancé un appel pour que toutes les victimes de crimes de guerre et d'atteintes aux droits humains en Libye obtiennent justice. Les attaques perpétrées contre les Tawarghas semblent constituer des crimes contre l'humanité et leurs auteurs pourraient être traduits devant la Cour pénale internationale.

En attendant, Tawargha, la vieille voisine de Misratah, est déserte. Ses habitants ont trop peur d'y retourner.

AGISSEZ

Envoyez un fax à Ali Hmeida Ashur, ministre de la Justice et des Droits humains, au +218214805427 (également numéro de téléphone), avec copie au Conseil national des droits humains au +218214447377. Exhortez-le à :

- faire en sorte que toutes les personnes déplacées de force puissent retourner chez elles en sécurité ;
- déférer à la justice les responsables des attaques qui ont provoqué des déplacements forcés ;
- mettre fin à la détention arbitraire de Tawarghas par les milices et les forces de sécurité ;
- veiller à ce que tous les détenus reçoivent un traitement médical et soient protégés de la torture et d'autres mauvais traitements ;
- offrir une indemnisation aux Tawarghas et les aider à reconstruire leurs habitations et leur vie.



© REUTERS/Esam Al-Fetori



© REUTERS/Esam Al-Fetori



© Amnesty International



« JE NE POURRAI JAMAIS É



© Amnesty International

À la connaissance d'Amnesty International, Shin Dong-hyuk est le seul Nord-Coréen né dans un camp de prisonniers politiques (*kwanliso*) qui ait réussi à s'évader. Né en 1982 dans le Camp 14 (province du Pyongan du Sud), il s'est échappé en 2005 en rampant sous les barbelés et a pu gagner la Corée du Sud. Nous l'avons rencontré alors qu'il se trouvait à Londres (Royaume-Uni) pour la promotion du récit extraordinaire de sa vie, *Rescapé du Camp 14*, par le journaliste Blaine Harden.

Comment décririez-vous le quotidien à l'intérieur du *kwanliso* ?

Je vivais dans une petite pièce crasseuse avec ma mère. Un endroit où vivent des criminels ne peut pas être propre. Né de parents criminels, je devais vivre la vie d'un criminel. Les murs étaient moisissés et ruisselaient quand il pleuvait. En hiver, la pièce était glaciale. Tous les matins, je me réveillais en me demandant si j'arriverais à remplir mon quota de travail ce jour-là. Si je ne le faisais pas, j'étais privé de nourriture. Je mangeais ce que me donnaient les gardiens et je faisais ce qu'ils m'ordonnaient de faire.

À l'école, je n'ai appris qu'à écrire, à faire un peu de calcul et à me plier à des travaux pénibles aux champs dès six ans. On ne nous a jamais parlé de la Corée du Nord, de son gouvernement ni du monde extérieur. Les prisonniers des *kwanliso* sont considérés comme des sous-humains – des animaux qui ne méritent aucun enseignement.

Quelles sont les pires expériences que vous avez vécues dans le camp ?

Le plus dur était la faim associée aux travaux forcés et aux coups incessants. Les gardiens ne font preuve d'aucune indulgence envers les enfants, les femmes ou les personnes âgées. À la moindre erreur, vous êtes immédiatement roué de coups. Plusieurs personnes ont été battues à mort.

Un jour, à l'école, l'enseignant nous a fouillés et a trouvé cinq grains de maïs sur l'une des fillettes. Il a pensé qu'elle les avait volés et l'a rouée de coups sans retenue sous nos yeux. Elle s'est évanouie et nous l'avons ramenée à sa mère. Le lendemain, elle était morte. [Elle avait six ans.] Ce genre de choses était très courant.

CHAPPER À MON PASSÉ »

Plus tard, alors que je travaillais dans un atelier textile, j'ai fait tomber accidentellement une machine à coudre. Elle n'était plus réparable. L'un des gardiens est entré dans une colère noire et m'a coupé une phalange au majeur pour me punir. À l'époque, j'ai seulement pensé que j'avais de la chance d'échapper à l'exécution.

Quelles étaient vos relations avec vos parents ?

Ce n'étaient pas des rapports affectueux. Je ne connaissais pas le concept de famille. Nous n'étions tous que des criminels. Je n'ai pas fini d'apprendre le sens de « former une famille ».

Qu'imaginiez-vous à propos du monde extérieur ?

Je pensais qu'il n'y avait rien d'autre au monde que ce qu'on nous enseignait et ce que nous voyions et entendions dans le camp. Dans le monde que je connaissais à l'époque, seuls existaient les gardiens de prison et les criminels. J'ai entendu parler du monde extérieur pour la première fois lorsque j'ai rencontré un autre détenu, Park. Je n'arrivais pas très bien à me le représenter, mais j'ai commencé à imaginer à quoi il pouvait ressembler. Même si je ne croyais pas ce que Park me disait, j'ai décidé de tenter le coup. Nous avons essayé de nous évader ensemble. Malheureusement, il n'a pas réussi.

Vous-même avez été torturé : que s'est-il passé ?

Quand je vivais dans le camp, je n'ai jamais considéré qu'il s'agissait de torture. Je pensais que je méritais d'être torturé, puisque j'avais commis

des erreurs. Quand ma mère et mon frère ont été exécutés pour avoir tenté de s'évader, nous devions l'être aussi, mon père et moi. Miraculeusement, nous avons réussi à l'éviter. Lorsque j'ai été suspendu par les pieds au-dessus d'un feu de charbon à cause de ma mère et de mon frère, je pensais que c'était juste. Je n'étais pas en colère contre ceux qui me torturaient mais contre ma mère et mon frère pour avoir mal agi.

Depuis lors, dans quelle mesure votre point de vue a-t-il changé ?

Depuis mon évasion, j'ai voyagé dans le monde entier et ressenti beaucoup d'émotions nouvelles, mais je me sens encore très désorienté. Dans le camp, je pensais que c'était tout à fait naturel de traverser toutes ces expériences douloureuses. Maintenant que j'en suis sorti et que j'ai vécu en Corée du Sud et aux États-Unis, ces épreuves me paraissent en fait beaucoup plus douloureuses. Depuis la publication du livre sur ma vie, je suis beaucoup plus anxieux que lorsque j'étais dans le camp. Je ne crois pas que je pourrai jamais échapper à mon passé, car le livre en fait de nouveau le récit.

Que peut faire le monde extérieur pour faire fermer des camps de prisonniers en Corée du Nord ?

Dans le livre, je révèle un secret honteux que j'avais gardé pendant des années : ma mère et mon frère ont été exécutés en public parce que je les avais dénoncés. Je me demande si les gens vont lire le livre, être informés de mes secrets puis tout oublier rapidement, ou s'ils vont prendre des mesures pour mettre un terme à cette violation brutale des droits

humains. J'espère que la communauté internationale va faire quelque chose pour empêcher d'autres meurtres en Corée du Nord. Il est fondamental de sensibiliser l'opinion publique à ce qui s'y passe, et j'espère que ce livre va y parvenir.

En Corée du Nord, personne ne peut rien y faire. Si un changement s'opère, je pense qu'il interviendra à travers des ONG telles qu'Amnesty International qui feront pression sur le régime nord-coréen. C'est pourquoi il est important de soutenir des organisations comme Amnesty.

Votre histoire est très difficile à raconter – pourquoi le faites-vous ?

Évoquer des souvenirs que je voudrais oublier est une tâche épuisante. Mais quand je pense aux bébés qui naissent dans les *kwanliso*, condamnés à rester des esclaves toute leur vie, jusqu'au jour de leur mort, j'ai le sentiment que c'est la moindre des choses que je puisse faire pour aider à mettre fin à ce système cruel.

Et maintenant, qu'est-ce qui vous fait avancer ?

Sur le plan matériel, je vis tellement mieux maintenant. De ce point de vue, ma vie est satisfaisante. Sur le plan mental, en revanche, je suis complètement désemparé. Je vis entre Washington et Séoul, mais je ne crois pas qu'il y ait un seul endroit au monde où je me sente chez moi.

AGISSEZ

Visionnez notre vidéo : *"Hell holes": North Korea's secret prison camps* sur : tinyurl.com/secret-prison-camps

« NOTRE TERRE, C'EST NOTRE IDENTITÉ. SANS ELLE, NOUS N'EXISTONS PAS. »

Au Bangladesh, le peuple indigène pahari lutte contre les spoliations de terres et la violence, et pour son avenir.

« **L**es militaires nous ont dit que des colons allaient venir prendre mes terres : "Ils vont s'installer ici, ont-ils affirmé. Vous ne pourrez pas rester." À cause de l'armée et des colons nous ne pouvons plus vivre en paix. »

Laxmi Rani Chakma appartient au peuple indigène pahari, qui vit depuis des générations sur les collines luxuriantes des Chittagong Hill Tracts, dans le sud-est du Bangladesh. La culture, la langue et le mode de vie si particuliers des Paharis sont intimement liés à leur terre, mais ils se sont retrouvés menacés après l'indépendance du Bangladesh, en 1971. Le combat des Paharis pour leur autonomie et le respect de leurs droits fonciers a abouti à un conflit armé qui a duré des dizaines d'années. Beaucoup d'entre eux ont été tués ou déplacés, et leurs terres ont été occupées par des colons bengalis.

En 1997, un accord de paix a mis fin au conflit et a permis la création d'une Commission foncière ayant pour objectif de résoudre tous les conflits fonciers. Les Paharis se sont vu promettre une forte représentation au sein du gouvernement local, ainsi que le démantèlement des camps militaires provisoires dans la région.

Or, 15 ans plus tard, des dizaines de milliers de Paharis n'ont toujours pas retrouvé leurs terres et attendent encore que cette commission traite leurs revendications, selon lesquelles leurs terres ont été « colonisées illégalement » par des Bengalis. « La Commission foncière est totalement inefficace, affirme Bithirani Tripura, vice-présidente d'une ONG de défense de droits des femmes paharis créée pour aider les femmes ayant été maltraitées par les militaires. Il y a maintenant de nouvelles formes de spoliation des terres, ajoute-t-elle. Les multinationales nous spolient de nos terres. Les personnes influentes nous spolient de nos terres. Il n'y a pas de justice. »

Dans le même temps, les autorités ont encouragé d'autres Bengalis à venir s'installer dans la région. D'après Dada Shukrachand et Laxmi Rani Chakma, les nouvelles routes en cours de construction à travers les terres paharis sont le signe que d'autres colons vont venir chercher un endroit où s'installer.

L'armée bangladaise dispose toujours de camps disséminés dans toute la région, ce que les Paharis considèrent comme une occupation qui menace leur sécurité et leur mode de vie. Les femmes et les

De haut en bas : Des militaires bangladais construisent une route à travers les terres que les Paharis considèrent comme leurs, dans le district de Rangamati (juin 2011) ; famille pahari ; Laxmi Rani Chakma.

jeunes filles, qui sont traditionnellement chargées des cultures vivrières, passent de longues périodes aux champs, loin de leur village. Elles sont ainsi devenues la cible d'attaques, y compris de viols et d'autres agressions sexuelles, qui sont souvent liées à la spoliation : elles sont utilisées pour créer chez les habitants un sentiment d'insécurité qui doit les amener à décider d'abandonner leurs terres.

Selon certaines informations, trois femmes paharis ont été violées et assassinées en 2011. Dix autres auraient été violées, quatre enlevées et sept victimes de tentatives de viol. Dans un cas, plusieurs Paharis auraient été tués après être intervenus pour protéger la victime d'une tentative de viol.

Ces femmes ont souvent trop peur pour dénoncer ces attaques. Même lorsqu'elles le font, « aucune réparation ne peut être obtenue. Si elles vont porter plainte, les policiers les harcèlent », explique Donomala Chakma, militante pahari pour la défense des droits humains et des droits des femmes.

Ces violations des droits humains et les reports de la mise en œuvre de l'Accord de paix poussent les Paharis à vivre en marge de la vie publique et de la société au Bangladesh. Le contrôle qu'ils doivent pouvoir exercer sur leurs terres représente un élément crucial pour leur culture et leur identité, ainsi que pour leur bien-être et leur développement économique. En somme, comme le résume Donomala Chakma : « Notre terre, c'est notre identité. Elle nous apporte notre nourriture, celle de nos bêtes et notre bois. Sans elle, nous n'existons pas. »

AGISSEZ

La Journée internationale des populations autochtones aura lieu le 9 août 2012. Signez et envoyez la carte postale, jointe à ce numéro du FIL, exhortant les autorités bangladaises à faire en sorte que la Commission foncière s'acquitte de ses obligations, notamment celle consistant à permettre aux Paharis de participer pleinement à tout son travail.





© Amnesty International (Photo: Amin/Drirk)



© Amnesty International

DIX BOUGIES POUR LA JUSTICE INTERNATIONALE

Depuis la création de la Cour pénale internationale, il y a 10 ans, un long chemin a été parcouru sur la voie de la justice pour les victimes de certains des crimes les plus graves commis dans le monde. **JONATHAN O'DONOHUE**, conseiller à Amnesty International sur les questions juridiques, revient sur les difficultés rencontrées par la Cour au fil de ces années, sur ses succès et sur les défis qu'il lui reste à relever.

Nous avons beaucoup de raisons de nous réjouir le 1^{er} juillet 2012 à l'occasion du 10^e anniversaire de la Cour pénale internationale (CPI). Le seul fait qu'elle existe a donné aux victimes de crimes de guerre, de génocide et de crimes contre l'humanité, ainsi qu'à leurs proches, l'espoir d'obtenir justice. En outre, les personnes qui projettent de commettre de tels crimes sont maintenant obligées d'y réfléchir à deux fois, car elles savent qu'elles pourraient être amenées à répondre de leurs actes.

En avril 2012, les citoyens ont répondu massivement à la campagne Kony 2012, lancée pour réclamer l'arrestation de Joseph Kony pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Cet enthousiasme montre que la CPI est aujourd'hui reconnue et respectée dans le monde entier.

Le 14 mars 2012, la CPI a rendu son premier arrêt. Elle a déclaré Thomas Lubanga coupable d'avoir recruté et utilisé des enfants soldats en République démocratique du Congo (RDC). La Cour a ouvert des enquêtes et des poursuites pour des crimes commis en Côte d'Ivoire, au Kenya, en Libye, en Ouganda, en République centrafricaine, en RDC et au Darfour (Soudan). Elle examine par ailleurs l'opportunité d'enquêter sur des crimes dénoncés dans un certain nombre d'autres pays, dont l'Afghanistan, la Colombie, la Géorgie, le Honduras et le Nigeria.

Amnesty International a commencé à faire campagne en faveur d'une CPI en 1994. Le Statut de Rome, qui définit la Cour et son fonctionnement, a été adopté en juillet 1998. Les membres d'Amnesty International se sont alors mobilisés, aux côtés de milliers de militants d'autres organisations, pour obtenir la ratification ou l'adhésion de 60 États. C'était le seuil nécessaire pour donner naissance à la CPI. Nous avons atteint notre objectif en tout juste quatre années et la CPI est devenue réalité en 2002.

Pas moins de 121 États ont ratifié le statut de Rome à ce jour.

Il reste néanmoins beaucoup à faire. Des crimes relevant de la compétence de la CPI ont été commis dans de nombreux pays qui ont ratifié le Statut. La CPI devrait pouvoir réagir aux crimes commis dans quelque partie du monde que ce soit, mais cela est très difficile, compte tenu en particulier du fait que les fonds alloués à la CPI sont de plus en plus insuffisants.

D'autre part, jusqu'à présent, tous les dossiers traités par la CPI portent sur des situations en Afrique, ce qui lui vaut d'être soupçonnée de partialité. Dans six des sept pays concernés, l'enquête a en fait été ouverte à l'initiative des autorités nationales ou du Conseil de sécurité de l'ONU, mais une question demeure néanmoins posée : pourquoi la CPI n'a-t-elle pas encore agi en Afghanistan, en Colombie, en Géorgie ou au Honduras ?

Par ailleurs, de nombreux crimes sont commis dans des pays qui n'ont pas adhéré au Statut de Rome de la CPI. Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui peut saisir le procureur de la CPI de ces crimes, a usé de son pouvoir en faisant des choix politiques : il a ainsi déferé les situations au Darfour et en Libye, mais pas encore celle en Syrie.

Sur les 17 personnes ayant fait jusqu'à présent l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI, seules six ont été arrêtées et transférées à la Cour. Le président soudanais Omar el Béchir, par exemple, a été inculpé de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de

guerre commis au Darfour. Il a pu néanmoins se rendre dans de nombreux pays sans être arrêté. La CPI est dépendante de l'action des autorités nationales, qui doivent s'acquitter de leur obligation d'arrêter les suspects. Or, beaucoup d'États ne manifestent aucune volonté de le faire.

La CPI doit également relever un certain nombre de défis en son sein même. Sa stratégie actuelle en matière de poursuites ne lui permet d'agir que sur un nombre limité d'affaires et sur des faits restreints, ce qui soulève plusieurs problèmes. On a ainsi reproché au procureur de ne pas avoir enquêté de manière exhaustive sur plusieurs accusations graves dans l'affaire Lubanga, notamment sur des crimes de violence sexuelle commis en RDC. De nombreuses victimes de Thomas Lubanga ont ainsi été privées de toute possibilité d'obtenir justice auprès de la CPI.

La Cour ne peut traiter individuellement chaque infraction dans les situations comme celle de la RDC, où des crimes massifs ont été commis. Pour autant, il reste essentiel que l'enquête sur les allégations soit menée d'une manière qui prenne en compte l'ensemble des crimes commis.

Amnesty International travaille avec la CPI, les États et ses partenaires pour avancer sur ces points délicats. Nous sommes mobilisés dans le cadre de notre campagne pour la justice internationale pour amener un plus grand nombre d'États à ratifier le Statut de Rome de la CPI. Nous intervenons auprès des gouvernements pour qu'ils accordent des fonds suffisants à la CPI et qu'ils arrêtent les suspects. Nous demandons au Conseil de sécurité de saisir le procureur d'autres crimes, en particulier ceux commis en Syrie. Et nous apportons notre contribution sur la façon dont la CPI pourrait améliorer sa stratégie de poursuites et permettre aux victimes de recevoir véritablement justice.

Après avoir prononcé sa première condamnation, la CPI doit maintenant trancher la question de savoir si elle va ordonner le versement de réparations aux victimes, une manière de prendre en compte les souffrances qu'elles ont vécues et de les aider à reconstruire leur vie. Cette mesure décisive pour les personnes qui ont vécu des crimes affreux et en subissent les conséquences doit être bien pesée. Il faut en effet éviter de susciter un sentiment de déception auprès des personnes concernées et de leurs groupes d'appartenance. Thomas Lubanga n'ayant pas eu, les réparations éventuellement accordées à ses victimes devront être payées par l'intermédiaire d'une institution de la CPI, le Fonds au profit des victimes.

Pour que les victimes puissent toucher effectivement des réparations, il faut que le Fonds reçoive des contributions régulières de la part des États et de particuliers. À l'occasion du 10^e anniversaire de la CPI, Amnesty International lance un appel aux États afin qu'ils contribuent régulièrement au Fonds au profit des victimes – rendez-vous sur www.trustfundforvictims.org

AGISSEZ

Suivez notre campagne Facebook sur on.fb.me/N0IB5n

Retrouvez-nous sur twitter.com/#!/Cmpn4IntJustice



© Amnesty International (Photo: Amin/Drirk)



© Amnesty International (Photo: Amin/Drirk)

BONNES NOUVELLES ET FAITS NOUVEAUX

VOS LETTRES CHANGENT DES VIES

En décembre, les militants d'Amnesty ont consacré deux semaines très actives à écrire des lettres pour soutenir 14 personnes et groupes en danger. Ensemble, nous avons atteint le chiffre extraordinaire de 1,3 million de lettres et d'actions dans le monde entier.

Nous continuerons à vous informer de la situation de toutes les personnes citées dans la campagne *Écrire pour les droits 2011*. LE FIL de novembre/décembre contiendra des informations sur notre campagne d'envoi de lettres 2012. D'ici là, continuez d'écrire des lettres pour les autres personnes en danger en consultant nos appels mondiaux en encart.

LE LOGEMENT, C'EST UN DROIT HUMAIN

Vous êtes nombreux à avoir écrit au président du Nigeria et à avoir envoyé des photos pour montrer votre soutien aux résidents de Port Harcourt, où 200 000 personnes vivent sous la menace d'expulsions forcées. En conséquence, le gouvernement de l'État nigérian de Rivers a commencé récemment à s'impliquer davantage auprès des habitants des quartiers de Port Harcourt situés au bord de l'eau, notamment en organisant des réunions avec les organisations d'habitants.

« ILS NE PEUVENT PAS NOUS BRISER. »

Le prisonnier d'opinion Jabbar Savalan a été gracié et libéré quelques jours après que vos lettres soient parvenues en Azerbaïdjan. Ce jeune militant avait été emprisonné pour avoir publié sur Facebook des commentaires hostiles au gouvernement. « Ils peuvent nous arrêter, mais pas nous briser », a-t-il déclaré après sa libération.

Le 30 avril 2012, Jabbar Savalan a été appelé par l'armée pour effectuer son service militaire, alors que la loi l'en exemptait, en tant qu'étudiant. Il ne lui a été accordé que deux heures pour se préparer à partir, au lieu de la période de préavis habituelle de 10 jours. Amnesty demande instamment que Jabbar Savalan puisse interrompre immédiatement son service militaire pour poursuivre ses études.

© Amnesty International



Jabbar Savalan



Une militante du Canada allume une lanterne à l'effigie de Jabbar Savalan.



Bus circulant dans Paris avec le portrait de 12 personnes risquant de subir des atteintes à leurs droits fondamentaux.



Le portrait de Filep Karma est allumé lors d'un rassemblement devant l'ambassade d'Indonésie à Washington (États-Unis).

« NOMAÁ »

« Sans vos lettres, votre action et votre solidarité, ce moment ne serait pas devenu réalité », a affirmé Valentina Rosendo Cantú. Après que vous soyez passés à l'action en faveur de Valentina et d'Inés Fernández Ortega, le gouvernement mexicain a fini par accepter d'assumer officiellement sa responsabilité dans leur viol et leur agression par des soldats mexicains en 2002.

« Nous voudrions profiter de l'occasion pour vous remercier sincèrement pour tout votre soutien », a ajouté Valentina. « À chacun d'entre vous : nomaá [merci]. » Amnesty continue de demander instamment qu'une enquête soit menée et que les responsables soient déférés à la justice.

© Amnesty International

© Amnesty International



Président Jonathan Goodluck

VOUS N'ÊTES PAS SEUL

Vos lettres parviennent progressivement à la cellule de prison de Filep Karma, en Indonésie, où il les lit avant de les redonner à sa famille pour qu'elle les conserve. On nous a dit qu'il était très heureux à chaque fois qu'il recevait une lettre. Ces messages lui montrent qu'il n'est pas seul et que des personnes du monde entier se préoccupent de son sort. Vos lettres ont également fait pression sur le ministre de la Justice et des Droits humains, qui a rendu visite à Filep Karma plus tôt dans l'année.

Filep Karma purge une peine de 15 ans pour avoir participé à une cérémonie à l'occasion de laquelle le drapeau de l'indépendance papoue a été hissé. Des dizaines d'autres personnes sont actuellement détenues en Indonésie pour leurs activités politiques non violentes.

©Amnesty International



Filep Karma

« DES LETTRES ET DES CARTES VRAIMENT GENTILES »

« Ces lettres et ces cartes étaient vraiment gentilles, et elles nous ont réchauffé le cœur », a assuré Svetlana, la sœur de la militante russe des droits humains Natalia Estemirova, enlevée et assassinée en 2009.

À la suite de nos appels, les responsables de l'enquête menée sur cette affaire se sont récemment intéressés à des agents du poste de police de Kourtchaloï.

« Un mouvement de soutien émanant de l'opinion publique peut avoir une influence sur les autorités, nous a expliqué Svetlana. L'enquête sur les auteurs du meurtre de [Natalia] va enfin avancer. »

©Amnesty International



Natalia Estemirova

LE COMBAT CONTINUE

Grâce à Écrire pour les droits, Halil Savda a pu se rendre en France pour parler de la situation des objecteurs de conscience en Turquie, son pays natal. Sa visite a également mis en évidence les nombreuses restrictions qui pèsent sur la liberté d'expression dans le pays.

Depuis son retour en Turquie, Halil Savda a été emprisonné pour avoir exprimé son soutien aux autres objecteurs de conscience. Amnesty continue de demander sa libération.

©Amnesty International



« NE JAMAIS CÉDER »

« Vous nous avez accompagnés avec beaucoup de tristesse, c'est vrai, mais surtout avec beaucoup de gentillesse, d'amour et de détermination tout au long de cette année », ont écrit Jean-Claude Roger Mbede et ses codétenus dans un message à ceux qui les soutiennent. Ces hommes sont maintenus en détention à la prison centrale de Kondengui, au Cameroun, uniquement parce qu'ils sont homosexuels.

« Nous vous exhortons à ne jamais céder au découragement et à ne jamais faiblir », demandent-ils.

Nous appelons toujours à la libération de ces hommes.

©Amnesty International



Portrait de Jean-Claude Roger Mbede projeté sur un bâtiment à Cologne (Allemagne).



ntina et Inés

© Michael Sawyer



Halil Savda à une manifestation d'Écrire pour les droits en France, lors de la Journée des droits de l'homme, 10 décembre 2011.

**DANS LE MONDE ENTIER
LES GENS DESCENDENT DANS LA RUE
ET S'EXPRIMENT SUR LES ONDES
ET SUR INTERNET
POUR EXIGER**

LA DÉMOCRATIE

LA LIBERTÉ

LA JUSTICE

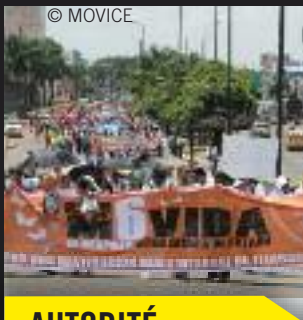


AMNESTY
INTERNATIONAL



COLOMBIE

DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS MENACÉS



© MOVICE

Le Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE) est une coalition de plus de 200 organisations de défense des droits humains ou à vocation sociale. Les membres du MOVICE militent afin d'obtenir vérité, justice et réparations pour les innombrables victimes de violations des droits humains perpétrées par les forces de sécurité et les groupes paramilitaires au cours du très long conflit armé dont la Colombie est le théâtre.

Les violences envers les membres du MOVICE et d'autres défenseurs des droits humains (menaces, attaques, assassinats) se sont multipliées après la promulgation de la Loi de 2011 sur les victimes et la restitution de terres, qui pourrait aboutir à la restitution de certaines terres que toutes les parties au conflit ont usurpées par la force. Les militants faisant campagne en faveur des communautés afro-colombiennes, des peuples indigènes et des paysans déplacés par le conflit sont particulièrement visés.

La famille Verbel Rocha, qui fait partie de la section du MOVICE du département de Sucre, a été régulièrement prise pour cible par des paramilitaires en raison de son activité militante. Eder Verbel Rocha a été assassiné le 23 mars 2011, et d'autres membres de sa famille ont subi des attaques destinées à les réduire au silence et à les chasser de leurs terres. En avril 2012, Hermès Verbel Rocha a fait l'objet d'une tentative de meurtre.

Le 18 mai 2010, Rogelio Martínez a été tué dans la municipalité de San Onofre, où il dirigeait la communauté de paysans de La Alemania. Il militait en faveur de la restitution des terres de la communauté, dont les paramilitaires s'étaient emparés violemment dix ans plus tôt, et contre l'impunité dont jouissent ces derniers. En mai 2012, d'autres membres du MOVICE travaillant à La Alemania ont reçu des menaces de mort.

Le 8 mai, des membres du MOVICE qui demandaient que justice soit rendue à la

APPEL MONDIAL

communauté paysanne de La Europa, à San Onofre, où 12 paysans avaient été tués et 80 autres déplacés en 1994, ont reçu une menace de mort par courriel.

Dans vos lettres, demandez instamment aux autorités de prendre des mesures efficaces afin de protéger les membres du MOVICE, conformément à leurs souhaits. Exigez l'ouverture immédiate d'enquêtes sur les attaques perpétrées contre les défenseurs des droits humains. Envoyez vos appels à :

Juan Manuel Santos
Presidente de la República de Colombia
Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26
Bogotá - Colombie
Fax : +57 1 337 5890
Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,

AUTORITÉ PALESTINIENNE

DES DÉTENUS DONT LE SORT RESTE INCONNU

DÉTENUS PALESTINIENS

Depuis le 12 mars 2002, personne n'a revu six hommes palestiniens qui étaient maintenus en détention par l'Autorité palestinienne à la prison de Salfit, en Cisjordanie, ni n'a reçu de leurs nouvelles. Ils ont été soumis à une disparition forcée.

Ces six hommes sont Ali al Khdaïr, Taiseer Ramadhan, Nazem Abu Ali, Shaker Saleh, Ismail Ayash et Mohammad Alqum. Ils ne semblent pas avoir été inculpés en bonne et due forme, mais sont accusés d'avoir transmis des renseignements aux services de sécurité israéliens.

Avant leur disparition, des proches leur avaient rendu visite au centre de détention et avaient indiqué qu'ils avaient été torturés. Selon ces visiteurs, les détenus présentaient des marques révélant qu'ils avaient été attachés dans des positions douloureuses et des brûlures de cigarette sur le visage et sur le corps.

Jihan, la fille d'Ismail Ayash, avait trois mois lorsqu'elle a rendu visite à son père. Elle a maintenant 10 ans.

Les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ont affirmé aux familles que les six hommes s'étaient évadés du centre de détention et s'étaient réfugiés en Israël. Or, les familles n'ont reçu aucune nouvelle depuis lors, et les autorités n'ont fourni aucune autre information sur leur sort. Une rumeur court selon laquelle ces hommes seraient morts en détention, mais des responsables ont recommandé aux familles, de manière non officielle, d'abandonner leurs recherches. Les autorités n'ont mené aucune enquête sur la torture présumée de ces hommes ni sur leur disparition forcée et elles n'ont obligé personne à rendre compte de ces actes.

« Jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune nouvelle et nous sommes prêts à tout pour savoir s'il est encore en vie ou s'il est mort (Dieu nous en garde) » affirme Inaam, la sœur d'Ali al Khdaïr.

APPEL MONDIAL

Dans vos lettres, demandez qu'une enquête soit menée sur les actes de torture dont auraient été victimes Ali al Khdaïr, Taiseer Ramadhan, Nazem Abu Ali, Shaker Saleh, Ismail Ayash et Mohammad Alqum et sur leur disparition forcée. Exigez que les conclusions de l'enquête soient rendues publiques. Demandez instamment que les responsables présumés de la torture de ces hommes soit déferés à la justice et jugés dans le respect des normes d'équité des procès. Envoyez vos appels à :

His Excellency Mahmoud Abbas
Office of the President
Ramallah
Autorité palestinienne, via Israël
Fax : +97 2 2 2963179
Courriel : info@president.ps
Formule d'appel : Monsieur le Président

CHINE

DROGUÉE ET TORTURÉE



© DR

CHEN ZHENPING

En août 2008, Chen Zhenping a été condamnée à huit ans d'emprisonnement pour avoir pratiqué le Fa Lun Gong, mouvement spirituel interdit en Chine. Elle a régulièrement été rouée de coups, s'est vu injecter des médicaments de force et a reçu des décharges électriques.

D'après une ancienne détenue, Chen Zhenping aurait été fréquemment déshabillée et battue, on l'aurait attachée à un lit et ne l'aurait pas laissée utiliser les toilettes. Selon des témoins, on l'entendait crier : « Ne me faites pas l'injection, je ne veux pas de ce médicament. » Ses codétenues aussi l'auraient battue.

Chen Zhenping est actuellement détenue à la prison pour femmes de la province du Henan. Il est peu probable qu'elle ait pu se faire représenter lors de son procès, les autorités

chinoises dissuadant systématiquement les avocats de défendre les pratiquants du Fa Lun Gong. Sa famille a enfin réussi à en engager un après le procès, mais il n'a pu ni parler en privé à sa cliente, ni enquêter sur son affaire.

Quand la fille de Chen Zhenping s'est rendue au tribunal pour demander une copie du jugement, on lui a répondu de revenir plus tard. Lorsqu'elle y est retournée, elle a été frappée à coups de poing et de pied et piétinée par une employée du tribunal. La police locale a refusé d'enquêter sur les faits.

APPEL MONDIAL

Dans vos lettres, demandez la libération immédiate et sans condition de Chen Zhenping, qu'Amnesty International considère comme une prisonnière d'opinion. Demandez instamment de mener une enquête sur les actes de torture signalés et de déferer à la justice les personnes soupçonnées d'en être responsables. Dans vos lettres, à côté du nom de Chen Zhenping, veuillez faire figurer les caractères chinois suivants : 陈真萍. Envoyez vos appels à :

Li Xinming
Secretary, Political and Legal Committee
Jinshuiqu Jinshuilu, 17
Zhengzhou, 450000
Henan
Chine

ÉGYPTE

TUÉ PAR BALLES : UNE ENQUÊTE DOIT Avoir lieu sur ce meurtre



© DR

MOHAMED SAYED IBRAHIM ABDEL LATIF

En Égypte, Mohamed Sayed Ibrahim Abdel Latif a été tué par balles alors qu'il tentait de conduire à l'hôpital un homme blessé lors de manifestations antigouvernementales. Cet homme de 23 ans a quitté son domicile à 17 heures, le 29 janvier 2011, pour se procurer du matériel nécessaire à son travail de boulanger. Il a retrouvé des amis près du poste de police d'Imbaba, dans la banlieue du Caire, alors que la police y dispersait une manifestation.

Des jeunes d'Imbaba avaient essayé de rallier la principale manifestation antigouvernementale de la place Tahrir mais en avaient été empêchés par des policiers, aidés par des hommes armés en civil, qui leur tiraient dessus depuis les toits proches du poste de police d'Imbaba. Mohamed Sayed Ibrahim Abdel Latif et ses amis ont rencontré un homme blessé.

Mohamed aurait reçu une balle dans le cou et une autre dans le bras alors qu'il essayait d'aider cet homme en l'emmenant à l'hôpital. Il est lui-même mort à l'hôpital, peu de temps après.

Le lendemain, il a été demandé à son frère, Ashraf, de signer une déclaration indiquant qu'il ne souhaitait pas que le corps de Mohamed Sayed Ibrahim Ashraf Latif fasse l'objet d'un examen médico-légal ni que le parquet soit saisi. Avec l'aide de l'avocat de la famille, Ashraf a malgré tout réussi à demander qu'une autopsie soit réalisée. Sa famille et celles d'autres personnes tuées pendant les manifestations affirment avoir fait l'objet de pressions de la police pour leur faire retirer leur plainte contre les agents du poste d'Imbaba.

Les proches de Mohamed Sayed Ibrahim Abdel Latif ne demandent qu'une chose : que

APPEL MONDIAL

justice soit rendue pour la mort de Mohamed. Un an plus tard, ils attendent toujours.

Dans vos lettres, demandez qu'une enquête complète, indépendante et impartiale soit menée sur la mort de Mohamed Sayed Ibrahim Abdel Latif. Demandez instamment que toute personne présumée responsable soit jugée dans le respect des normes d'équité des procès et sans qu'il soit recouru à la peine de mort. Envoyez vos appels à l'adresse suivante :

Prime Minister Kamal al-Ganzoury
Office of the Prime Minister
Maglis al-Sha'ab Street
Cairo
Égypte
Fax : +20 227947376 / 2027958048
Courriel : pm@cabinet.gov.eg
Formule d'appel : Monsieur le Premier Ministre,

GAMBIE

EMPRISONNÉ POUR Avoir possédé des tee-shirts



©Coalition for Change-
The Gambia (CCG)

AMADOU SCATTRED JANNEH

Amadou Scattred Janneh purge une peine d'emprisonnement à vie pour avoir été en possession de tee-shirts arborant un slogan signifiant « En finir maintenant avec la dictature ». Il a été arrêté le 7 juin 2011 et inculpé pour avoir « tenté de provoquer ou de susciter la haine ou le mépris ou d'inciter à la déloyauté envers la personne du Président ou le gouvernement de Gambie ».

Ancien ministre de l'Information et de la Communication dans le gouvernement gambien, Amadou Scattred Janneh a été condamné aux travaux forcés à perpétuité le 16 janvier 2012. Les tee-shirts avaient été fabriqués par l'organisation non gouvernementale Coalition

pour le changement en Gambie (CCG). Dans ce pays, les journalistes et les militants sont régulièrement victimes de violations de leurs droits fondamentaux, notamment d'arrestations et de placements en détention illégaux, de torture, de procès iniques, de harcèlement, d'agressions et de menaces de mort, ce qui rend leur travail extrêmement difficile.

APPEL MONDIAL

Dans vos lettres, demandez la libération immédiate et sans condition d'Amadou Scattred Janneh, qu'Amnesty International considère comme un prisonnier d'opinion. Soulignez que son arrestation et son placement en détention violent ses droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association. Envoyez vos appels à l'adresse suivante :

President, Dr. Alhaji Yahya Jammeh
Private Mail Bag
State House
Banjul, Gambie
Fax : +220 4227034
Courriel : info@statehouse.gm
Formule d'appel : Monsieur le Président,

ROUMANIE

« NULLE PART OÙ ALLER »



© Joshua Gross, Joshua Tree Photography

FAMILLES DE LA RUE COASTEI

Le 17 décembre 2010, les autorités locales de Cluj-Napoca, en Roumanie, ont expulsé de force 76 familles, des Roms pour la plupart, soit environ 350 personnes, installées dans le centre-ville.

Quarante familles ont été relogées dans de nouvelles habitations en périphérie de la ville, dans le quartier neuf de Pata Rat, qui est situé près de la décharge municipale et d'une ancienne déchetterie destinée aux produits chimiques. Ces logements sont médiocres. Comme l'explique un des habitants, « la pièce est toute petite ; l'humidité de l'air extérieur imprègne les murs. C'est terrible, c'est un cauchemar... Ce n'est pas un endroit pour une famille... À côté de nous, il y a une famille de 13 personnes, dont 11 enfants, dans une seule pièce. » Les logements ne disposent ni de l'eau chaude ni du gaz, mais l'eau et l'électricité sont fournies et l'évacuation des eaux usées est assurée. L'arrêt de bus le plus proche est à environ 2,5 km, ce qui pèse sur l'accès

des habitants à l'éducation, à l'emploi, à la santé et aux autres services fondamentaux.

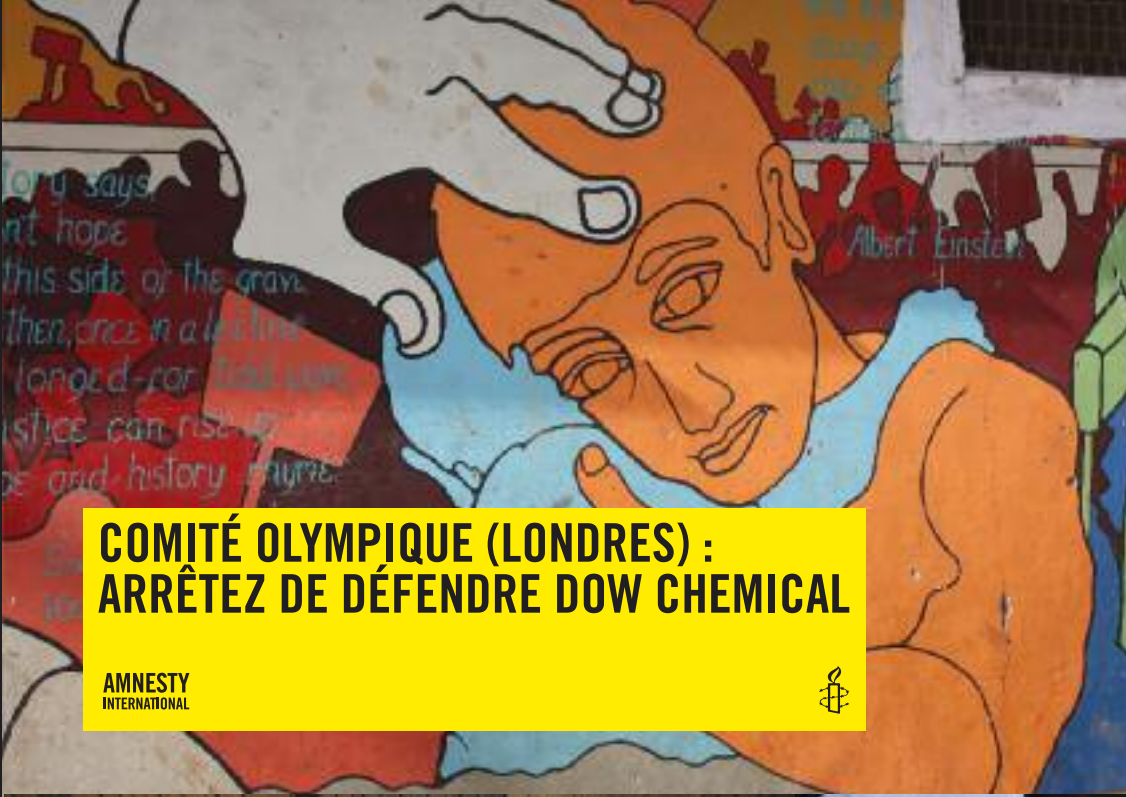
Sur les 76 familles, 36 ne se sont vu offrir aucune solution de relogement et se sont donc retrouvées à la rue. Sept familles sont hébergées par des proches dans les logements déjà surpeuplés du quartier de Pata Rat. Les 29 autres familles ont été autorisées par les autorités locales à construire des logements de fortune près des habitations qui ont été fournies. Elles n'ont ni eau courante, ni installations sanitaires, ni électricité. N'ayant conclu qu'un accord verbal avec la municipalité et ne disposant d'aucune sécurité d'occupation, elles vivent dans la peur quotidienne d'être expulsées.

Dans vos lettres, exhortez le maire de Cluj-Napoca à entreprendre une véritable consultation de toutes les familles du quartier neuf de Pata Rat, afin de mettre en place un

APPEL MONDIAL

autre projet visant à résoudre durablement la question du logement. Priez le maire de fournir des recours effectifs et d'accorder réparation aux victimes d'expulsions forcées pour les pertes et les souffrances qu'elles ont subies. Demandez-lui également de répondre, à court terme, aux besoins urgents des familles du quartier de Pata Rat, en leur fournissant un minimum de sécurité d'occupation et un accès suffisant à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux services. Envoyez vos appels à l'adresse suivante :

Primar Cluj-Napoca
Str. Motilor nr. 7
Cluj-Napoca - Roumanie
Courriel : internationaldivision@primariaclužnapoca.ro (à l'attention du Maire de Cluj-Napoca)
Fax : + 40 264 430240



COMITÉ OLYMPIQUE (LONDRES) : ARRÊTEZ DE DÉFENDRE DOW CHEMICAL

AMNESTY
INTERNATIONAL



REJOIGNEZ-NOUS :
[AMNESTY.ORG/FR/JOIN](https://amnesty.org/fr/join)



PROTÉGEZ LES
DROITS FONCIERS
DES PAHARIS DANS
LES CHITTAGONG
HILL TRACTS

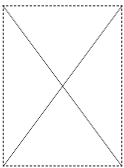
AMNESTY
INTERNATIONAL



OÙ SONT LES PREUVES ?

AMNESTY
INTERNATIONAL





Lord Coe
Chair
London Organising Committee of the Olympic
and Paralympic Games
One Churchill Place
Canary Wharf
London E14 5LN
Royaume-Uni

Photo : Détail d'une fresque murale réalisée à la mémoire des victimes
de la catastrophe de Bhopal, Inde, mars 2012. © Amnesty International
Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House,
1 Easton Street, London WC1X 0DW, Royaume-Uni. amnesty.org

Index : EUR 45/0111/2012



AMNESTY
INTERNATIONAL

Monsieur,

La vie de plusieurs milliers de personnes a été détruite par la fuite de gaz survenue en 1984 à l'usine de pesticides de la société Union Carbide à Bhopal, en Inde. Union Carbide n'a toujours pas nettoyé le site du mélange de produits toxiques laissé sur les lieux, ni indemnisé les survivants en bonne et due forme.

Dow Chemicals, qui a racheté Union Carbide en 2011, a invariablement nié toute responsabilité dans le passif toxique d'Union Carbide à Bhopal. La décision du Comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques de Londres d'avaliser publiquement la position de Dow Chemicals dans l'affaire de Bhopal est extrêmement inappropriée.

Je vous demande de retirer la déclaration par laquelle le Comité et vous-même défendez la position de Dow Chemicals. En outre, je vous invite à présenter vos excuses aux survivants de Bhopal pour le désarroi causé par cette déclaration.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Nom : _____

Adresse : _____

AMNESTY
INTERNATIONAL



Madame la Première Ministre,

Il y a 14 ans, votre gouvernement a signé un accord de paix par lequel il s'engageait à restituer leurs terres ancestrales aux peuples indigènes paharis des Chittagong Hill Tracts, au Bangladesh.

Des milliers de familles paharis ont été déplacées du fait des politiques et des opérations anti-insurrectionnelles du gouvernement qui ont encouragé des Bengalis à partir s'installer sur les terres des Paharis. Le service des forêts et l'armée ont fait l'acquisition d'immenses étendues de terres paharis.

Des familles déplacées restent privées de terres dans l'attente que la commission foncière créée pour résoudre les conflits fonciers avec les Paharis adopte des mesures. A ce jour, cette commission n'a pas ouvert une seule enquête sur ces conflits.

Je vous prie de veiller concrètement à ce que la commission foncière remplisse ses obligations, et notamment à ce qu'elle fasse pleinement participer les Paharis à l'ensemble de ses travaux.

Veuillez agréer, Madame la Première Ministre, l'expression de ma haute considération.

Nom : _____

Adresse : _____

Index : ASA 13/003/2012

Photo : Membre de la communauté indigène pahari du district de Rangamati, au Bangladesh (juin 2011).
© Amnesty International (Photo : Amn/D/14)
Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House,
1 Easton Street, London WC1X 0DW, Royaume-Uni. amnesty.org

AMNESTY
INTERNATIONAL



Monsieur,

Le 17 avril 2012, vous avez déclaré qu'Albert Woodfox et Herman Wallace avaient été séparés des autres prisonniers parce qu'il fallait protéger le personnel de la prison, les autres détenus et les visiteurs. Où sont les preuves sur lesquelles repose cette affirmation ?

D'après les registres, aucun des deux hommes n'a commis d'infraction disciplinaire grave en plusieurs dizaines d'années. Les dossiers de la prison relatifs à leur santé mentale indiquent qu'ils ne représentent aucune menace ni pour eux-mêmes, ni pour autrui.

Dans un rapport récent, le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture a condamné le placement à l'isolement prolongé comme étant une forme de torture ou de traitement inhumain et dégradant. Il y est fait référence à Albert Woodfox et à Herman Wallace.

M'associant aux plus de 67 000 autres personnes qui ont signé la pétition adressée au gouverneur Bobby Jindal, je vous prie instamment de mettre fin à l'isolement dans lesquels sont placés Albert Woodfox et Herman Wallace.

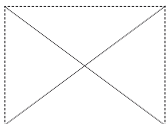
Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Nom : _____

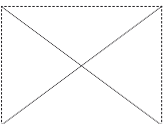
Adresse : _____

Index : AMR 51/034/2012

Photo : Des militants remettent au gouverneur de Louisiane une pétition signée par plus de 67 000 personnes dans 125 pays (17 avril 2012).
© Nicola Krebill (<http://n.krebill.org>)
Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House,
1 Easton Street, London WC1X 0DW, Royaume-Uni. amnesty.org



Prime Minister Sheikh Hasina
Office of the Prime Minister
Old Sangsad Bhavan
Tejgaon, Dhaka – 1215
Bangladesh



Secretary James M. LeBlanc
Louisiana Department of Public Safety and
Corrections
504 Mayflower St
Baton Rouge
LA 70802
États-Unis